



Terra Libera
terralibera@mailo.com
Tel : 06 23 07 55 09

Monticello, le 12 février 2022

Objet : Communiqué de presse / Consultation citoyenne sur la 5G
<https://cunsultazione5g.corsica/>

Les collectifs "Terra Libera" et le mouvement "Stop 5G en Corse", forts de 5000 membres militant, alertent, rencontrent les maires et contribuent depuis mars 2020 à l'échange d'informations autour de la question du déploiement de la 5G en Corse.

L'exécutif lance, via l'organisme CESEC, une consultation citoyenne sur le thème de la 5G. Il est dit qu'elle a pour objectif de « questionner la société civile ». Ainsi, « la richesse des réponses participera à la définition d'un numérique choisi plutôt que subi. »

. Si nous nous réjouissons qu'une consultation donne parole aux citoyens leur permettant enfin de s'exprimer sur le sujet, il est difficile de comprendre pourquoi la Collectivité de Corse a attendu 16 mois depuis le moratoire de juillet 2020, laissant plus de 200 antennes se déployer à travers le territoire.

. Par ailleurs, le CESEC nous a livré une consultation pour laquelle les ateliers de co-construction du questionnaire mentionné se sont limités à une semaine sans rencontre ni information, limitant les thématiques à une vision étriquée du sujet. Quid des thèmes juridiques, économiques, sociaux? Quid du thème complexe mais essentiel de la surveillance? Un processus de gouvernance exemplaire devrait assurer à ses acteurs d'aborder de manière exhaustive les sujets qui les interrogent.

. Sont mis à disposition du lecteur « L'essentiel sur la 5g » édité par le gouvernement, ainsi que le rapport de l'ANSES et ARECP émanant de la même entité. Pour donner aux participants une vision globale du sujet, il eut été instructif et utile de proposer lecture d'études indépendantes comme le rapport Bio-initiative du CRIIREM ou les recommandations du Haut Conseil du Climat qui donnent une autre vision du sujet.

. Monsieur Ferrari précise (cf. interview France Bleue du 3/02/2022) que les avis des acteurs interrogés « ne feront pas décision ». Comment alors rassurer les participants et garantir l'intégrité du processus? Dans le même souci du respect des règles de déontologie, si nous ne doutons pas de la clairvoyance du CESEC, une entité effectivement indépendante eut mieux garanti l'intégration des conclusions dans le processus démocratique.

. Enfin, bien que nous préférions participer à une « Concertation » qui rend possible la rencontre, les échanges et les débats pour permettre à l'intelligence collective de se déployer, nous participerons à cette « Consultation » pour saluer le pas effectué par l'Exécutif dans le dialogue avec ses administrés, sans jamais lâcher pour autant notre volonté d'aller au bout d'un processus participatif effectif et de qualité.

Cécile Bartolini, Lucie Eymeri et Véronique Mazeau.

Pour le collectif « Terra Libera, pour une Corse sans 5G et un monde vivant » & pour le mouvement « Stop 5G en Corse »